



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des relations
avec les collectivités territoriales
et des affaires juridiques**

Arrêté n°21-DRCTAJ/1- 118

mettant en demeure Monsieur le Directeur de la Société SAITEC pour non-conformités majeures pour l'installation qu'il exploite sur la commune de Challans.

**Le Préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 délivré le 05 février 2001 à la société SAITEC pour l'exploitation d'une unité de transformation de matières plastiques après régularisation sur le territoire de la commune de Challans à l'adresse suivante : ZI – 5, Boulevard Pascal - BP 339 - 85303 CHALLANS Cedex concernant notamment la rubrique 2660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 6.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01-DRCLE-1-62 du 05 février 2001 qui limite la quantité de déchets présente sur le site à :

- . 20 tonnes de déchets spéciaux en fûts ;
- . 100 m³ en silos de mousses broyées sous forme de poudre ;
- . 100 m³ de déchets banals en mélanges en bennes.

Vu les articles R. 543-20, R. 543-21 et R. 543-26 qui disposent qu'il est interdit de disposer d'équipements pollués aux PCB et qu'il faut pouvoir le justifier ;

Vu l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001 qui dispose de mettre en œuvre des explosimètres avec des seuils de déclenchement déterminés (10 % de la LIE du pentane pour notamment mettre en œuvre une ventilation forcée) ;

Vu l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001 qui dispose que les installations électriques doivent être maintenues en bon état ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 14 décembre 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 03 décembre 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- une quantité importante de déchets est présente sur le site et l'exploitant n'est pas en mesure de justifier le respect de l'article 6.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001 qui limite la quantité de déchets présente sur le site à :

- . 20 tonnes de déchets spéciaux en fûts ;
- . 100 m³ en silos de mousses broyées sous forme de poudre ;
- . 100 m³ de déchets banals en mélanges en bennes.

- un transformateur de 1988 susceptible d'être pollué aux PCB est exploité et l'exploitant n'a pas pu justifier à l'aide de résultats d'analyse la teneur en PCB de son huile, ce qui contrevient à l'article R. 543-26 du code de l'environnement ;

- un document élaboré par Oldham le 04 août 2020 concernant le contrôle des explosimètres mentionne les faits suivants :

- . Atelier de fabrication de la mousse formophénolique

L'installation (explosimètres) n'est pas fonctionnelle et les seuils de déclenchement sont de 25 et 50 % de la LIE du pentane.

- . Fabrication de la mousse polyuréthane à cellules ouvertes (type pique fleurs).

Installation fonctionnelle (explosimètres) mais apparition des voyants défauts des voies 2 et 3. Les seuils de déclenchement sont de 20 et 40 % de la LIE du pentane.

Les installations (explosimètres) ne sont donc pas complètement fonctionnelles et les seuils de déclenchement ne sont pas conformes, ce qui contrevient à l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001 qui dispose de mettre en œuvre des explosimètres avec des seuils de déclenchement déterminés (10 % de la LIE du pentane pour notamment mettre en œuvre une ventilation forcée).

- un rapport Q18 élaboré par Dekra en date du 15/07/2020 mentionne des risques d'incendie et d'explosion.

Les installations électriques ne sont donc pas maintenues en état, ce qui contrevient à l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001 qui dispose que les installations électriques doivent être maintenues en bon état.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles :

- 6.1.4, 8.1.2 et 8.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001 ;
- R. 543-26 du code de l'environnement.

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAITEC de respecter les dispositions des articles :

- 6.1.4, 8.1.2 et 8.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001 ;
- R. 543-26 du code de l'environnement susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de [la Vendée ;

ARRÊTE

Article 1 - La société SAITEC exploitant une installation de transformation de matières plastiques sise ZI – 5, Boulevard Pascal sur la commune de Challans est mise en demeure de respecter les dispositions des articles :

- 6.1.4, 8.1.2 et 8.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001 ;
 - R. 543-26 du code de l'environnement susvisés,
- en :

- justifiant que les quantités de déchets présentes sur le site respectent l'article 6.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001 qui limite la quantité de déchets présente sur le site à :

- . 20 tonnes de déchets spéciaux en fûts ;
- . 100 m³ en silos de mousses broyées sous forme de poudre ;
- . 100 m³ de déchets banals en mélanges en bennes ;

et en évacuant et en éliminant le surplus dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;

- fournissant un résultat d'analyse de la teneur en PCB du transformateur 1988 susceptible d'être pollué aux PCB dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté conformément à l'article R. 543-26 du code de l'environnement ;

- justifiant du caractère fonctionnel et adapté (seuil de LIE - Limite inférieure d'Explosivité) des explosimètres de :
- l'atelier de fabrication de la mousse formophénolique ;
- la fabrication de la mousse polyuréthane à cellules ouvertes (type pique fleurs).
dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêt conformément à l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001 ;

- justifiant le bon état des installations électriques dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté par exemple en transmettant un nouveau Q18 conformément à l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 01- DRCLE -1-62 du 05 février 2001 ne mentionnant plus de risque d'incendie et d'explosion.

Article 2 – L'exploitant adresse au préfet, dans **des délais de 3 et 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - En application de l'article L221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes peut être saisi par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 - Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de CHALLANS et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – pôle environnement.

Article 6: La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, et dont une copie sera transmise au sous-préfet de LES SABLES D'OLONNE.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 4 mars 2021

Le préfet,
Pour le préfet,
La secrétaire générale

Anne TAGAND

Arrêté n°21-DRCTAJ/1- 118

mettant en demeure Monsieur le Directeur de la Société SAITEC pour non-conformités majeures pour l'installation qu'il exploite sur la commune de Challans.

